
Initiative Move Up 2021

DEPENSES EN
ARMEMENT 2020
2.000 milliards de \$

MEMORANDUM DES CITOYENS
No Profit on People and Planet

**Une politique mondiale
publique de la santé**

INJUSTICE
**2,1 milliards de personnes
sans eau potable**
**3,5 milliards de personnes
sans couverture sanitaire**

Remerciements

La proposition de mémorandum citoyen a été présentée pour la première fois par l'Agora des Habitants de la Terre (AHT) (agora-humanite.org) en vue du sommet mondial de la santé du G20 en Italie, et soutenue par transform.it et tranform.eu. Grâce à leur soutien, une plateforme collaborative, l'initiative Move UP 2021, a été mise en place, rejointe par d'autres associations comme Medicina democratica, la Società della Cura, Laboratorio Sud, et The Last 20... Une quarantaine de personnes et d'associations ont signé le "Mémorandum". La rédaction finale du document a bénéficié de diverses contributions individuelles et collectives en Italie et dans d'autres régions du monde. Nous mentionnons en particulier Paolo Cacciari (Venise) et les membres des différents groupes nationaux de l'AHT: Jean Pierre Wauquier et Alassane Ba (France), Armando De Negri et Moema Viezzer (Brésil), Pierre Jasmin (Québec), Catherine Schlitz et Pierre Galand (Belgique), le Monastère du Bien Commun, Vérone (Italie).

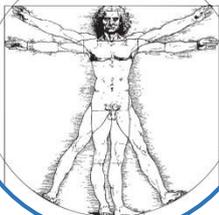
MEMORANDUM DES CITOYENS

No Profit on People and Planet

Pour une politique mondiale
publique de la santé



6 cadenas à faire sauter



10 engagements à prendre

Introduction

Le but de ce Mémoire est d'amorcer un processus de convergence, de confluence, de mise en réseau. Global et local.

Nous contestons ce que le Sommet du G20 en Italie nous propose: continuer à imposer la logique de l'"économie", même dans la pandémie. Nous savons très bien ce qu'est l'économie pour eux. La centralité du profit. La supériorité de l'entreprise. La domination de la science, de la technologie, de l'argent et de la propriété. L'imposition de la rareté financière et de l'abus sur la nature.

Tout cela implique un changement de la nature même de la démocratie et du droit, un renversement de ceux-ci.

Le Mémoire se concentre sur le thème de la pandémie et sur ce qui nous rend très vulnérables face à elle, à savoir les prédateurs symbolisés par les brevets qui privent les peuples de la Planète d'appliquer les solutions allant dans l'intérêt de tous les habitants de la Terre.

Les prédateurs sont tous ceux qui ont fragilisé la planète et les peuples au cours de ces trente années de domination de la mondialisation par le capitalisme.

Nous ne nous adressons pas aux 20 grands. Nous ne reconnaissons pas leur légitimité. Nous nous adressons aux peuples. Notre idée de l'économie est celle qui rend les peuples heureux en vivant en harmonie avec la Terre. L'économie (« les règles de la maison ») qui redistribue les richesses en respectant les limites naturelles. Qui est écologique et sociale. Démocratique et participative. Locale, globale et circulaire. Qui abandonne le patriarcat. Pacifiste et coopérative. Soucieuse des personnes et de la planète.

Tout en demandant à chacun de signer le Mémoire, nous vous demandons de construire des comités, des initiatives, des réunions, des moments de lutte dans tous les lieux des sommets du G20 et pour toutes les questions en discussion.

Nous voulons avoir des moments particulièrement forts lors du Sommet sur la santé en mai et du Sommet des chefs d'État en octobre.

Nous demandons aux artistes d'exprimer le conflit et l'espoir avec la puissance de leur art, pour aboutir à un grand moment en octobre, mais en rassemblant leurs œuvres dès maintenant.

Disons avec force : « **Non aux Profits sur les Peuples et la Planète** ».

Partie A – La dimension santé. La santé est dans tout

1. La santé, une vision holistique mais...

Le droit universel à la vie n'est pas une option réservée aux groupes sociaux les plus forts des peuples qui se sont enrichis aux dépens des ressources de la Terre, ni une miette pour les peuples des pays colonisés et appauvris.

La santé est une dimension de la vie résultant d'interrelations multiformes entre:

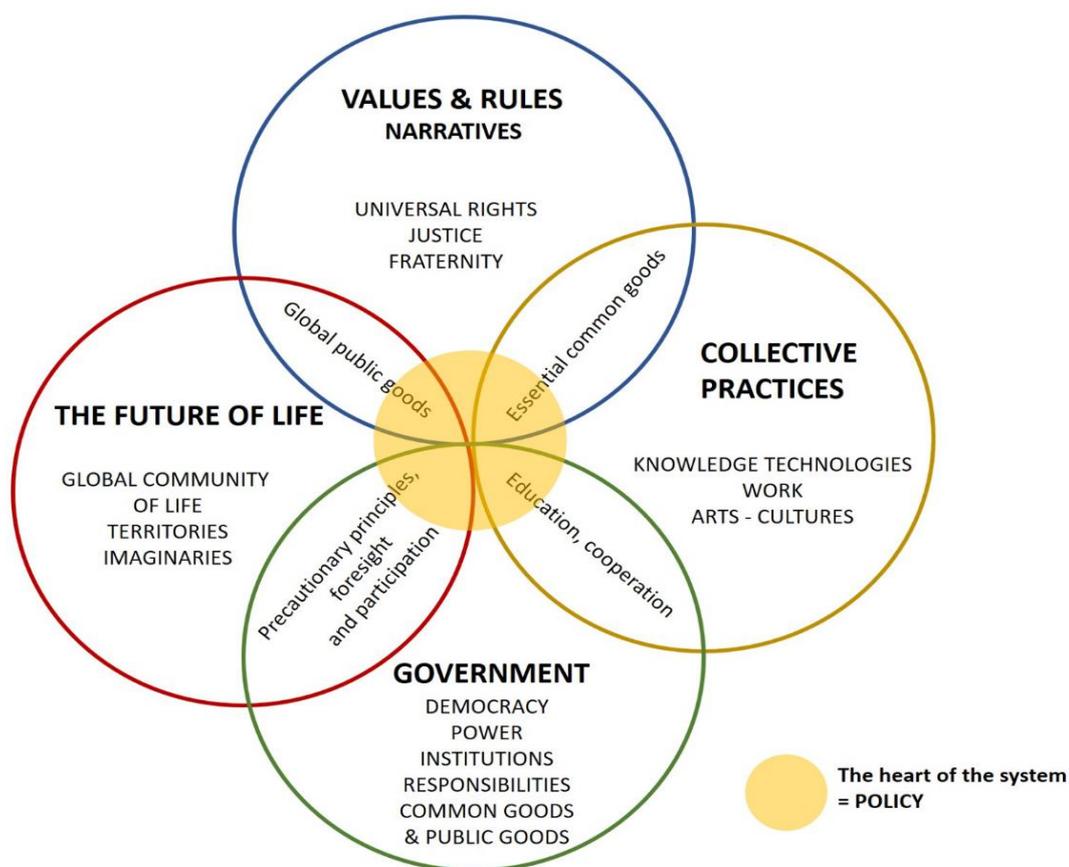
- *les valeurs et les règles*. Les narrations de la vie humaine et sociétale (principes, prescriptions...). Les droits universels à la vie, à la santé ;
- *les pratiques individuelles et collectives*. Modes de vie, comportements, relations sociales, utilisation des ressources naturelles et des technologies, santé environnementale et humaine ;
- *les pouvoirs publics*. Relations de pouvoir, institutions du vivre ensemble. Responsabilités. Organisation des systèmes de santé aux niveaux local et "national". La santé comme bien/service commun et public mondial ;
- *les Futurs*. Imaginaires, rêves, projets, plans, aux niveaux local, national et international/global.

Tout le monde reconnaît que la santé est une question globale, multisectorielle et multi-territoriale et que, par conséquent, les problèmes et les solutions doivent être traités comme un tout à tous les niveaux de la société et être basés sur la coopération et la participation.

La réalité est que les forces économiques et politiques qui dominent le monde font tout le contraire ou agissent trop tard, étant en compétition permanente entre elles, dans une lutte des uns contre les autres pour la puissance, la survie.

Elles donnent la nette impression de ne pas avoir encore pris conscience de la gravité de la destruction de la vie sur Terre causée au cours du siècle dernier par un modèle prédateur de développement économique. En effet, à l'origine des pandémies de zoonoses, il y a la rupture de l'équilibre entre les espèces vivantes. Notre développement économique a séparé la santé des êtres humains de la santé de l'environnement naturel.

Figure 1 – La santé, une vision holistique



Source: Riccardo Petrella, 2021

La figure suggère que:

- la technologie/les médicaments sont des moyens;
- la finance est un instrument, très souvent le problème;
- les solutions sont les choix des personnes.

Parallèlement, au cours des 50 dernières années, les inégalités en matière de droits et de capacités d'action des populations se sont dramatiquement aggravées au sein de chaque pays, entre les différents groupes sociaux et, au niveau mondial, entre les différents pays.

Tout cela a mis en évidence *l'incapacité croissante de la communauté "internationale" et du système de développement dominant à concevoir et à mettre en œuvre les politiques communes* nécessaires à des changements structurels, avec des objectifs et des cibles partagés pour une réponse globale aux crises systémiques en cours.

Les visions et les politiques actuelles des "puissances du G20" sont fortement inadéquates. *Cette incapacité constitue l'enjeu humain et mondial le plus crucial.* Pour cette raison, le "Mémorandum" ne s'adresse pas aux dirigeants des Etats du G20 mais aux citoyens de la Terre, en particulier aux mouvements et organisations de la société civile et aux gouvernements responsables.

2. Que peuvent espérer les citoyens et que peuvent-ils faire ?

Dans le contexte actuel de crises, une grande majorité des citoyens du "Nord" s'inscrivent dans la campagne de vaccination: ils espèrent que si elle est réalisée en toute sécurité avant la fin 2021, ils pourront reprendre leurs activités et retrouver une condition de normalité. Cet espoir nous paraît illusoire et/ou trompeur pour de multiples raisons. Parmi celles-ci, le fait que la vaccination aura des effets immunitaires limités tant qu'on laissera de côté la majorité des citoyens du "Sud" .

Car cette vaccination est hors de portée pour les citoyens du "Sud" qui constituent la moitié la plus pauvre de la population mondiale (environ 3,6 milliards, dont la "richesse" est inférieure à celle des dix milliardaires les plus riches du monde). Leurs Etats ne sont pas en mesure de financer tous les investissements nécessaires pour assurer un minimum de couverture sanitaire à leur population. Ils n'ont pas non plus l'argent pour acheter les médicaments du 'Nord », notamment les vaccins, même « à prix abordables ». Dès lors on leur dit que, dans le meilleur des cas, ils doivent attendre fin 2024 pour espérer atteindre un niveau suffisant de vaccination pour garantir un minimum d'immunisation collective.

Comme on le sait, l'accès rapide aux vaccins, dans des temps médicalement appropriés, pour toute la population mondiale est concrètement impossible. Non pas en raison de limites techniques de production et de distribution, mais en raison des monopoles sur les vaccins possédés légalement par un nombre restreint d'entreprises multinationales privées, détentrices des brevets grâce auxquels elles jouissent d'un droit exclusif de propriété privée et d'usage pendant vingt ans.

Des données récentes de la Banque mondiale ont confirmé qu'en 2020, plus de 100 millions de personnes ont rejoint l'armée des "pauvres du monde". De nombreux autres millions suivront en 2021. Que représentent les agriculteurs indiens, africains et brésiliens ? Quel est le pouvoir de décision des grandes masses urbaines vivant dans les bidonvilles des mégapoles (1,6 milliard

d'habitants) ? Et que dire des plus de 2 milliards de chômeurs et de travailleurs pauvres ?

La population mondiale ne peut pas espérer grand-chose, car elle est exclue de l'accès aux ressources dont, en revanche, disposent les groupes sociaux aisés des pays « riches » au niveau des infrastructures (hôpitaux, laboratoires, centres médicaux, personnel médical et infirmier, équipements, logistiques...) et des traitements (médicaments, outils de diagnostic, vaccins, etc.).

Les citoyens doivent se battre pour passer de la formule "Personne ne sera laissé pour compte" à la formule "Changeons le système qui laisse des milliards de personnes sur le côté".

Les forces économiques et politiques dominantes ont promis que "Personne ne sera laissé pour compte". Un beau slogan. En réalité, depuis le début de la vaccination en décembre 2020, les "laissés pour compte" sont des centaines de millions. Fin 2021, seulement entre 20 et 30% de la population mondiale seront vaccinés, dont 90% dans le Nord. Selon l'OMS, s'il n'y a pas de changements radicaux, le nombre de personnes dans le monde sans couverture sanitaire de base en 2030 dépassera les 5 milliards. Il est impensable que, dans ce contexte, la lutte contre la pandémie de Covid-19 telle qu'elle est menée aujourd'hui puisse assurer le droit à la santé pour tous. "*Changer le système qui laisse de côté des milliards de personnes*" est le choix le plus judicieux. Il est cohérent avec l'objectif du droit universel à la santé, approuvé par l'ONU (cible 3 de l'Agenda 2030) et constituant, en principe, une obligation (et non une option) pour tous les États de la Terre.

À cette fin, *une politique concrète de santé mondiale* doit, dans l'intérêt de tous les habitants de la Terre, être fondée sur l'analyse et l'évaluation rigoureuses de deux éléments :

- Les facteurs de blocage, les cadenas à faire sauter;
- Les engagements à prendre, les solutions.

Partie B – Stratégie en deux temps pour une politique mondiale de santé publique

1. Les six cadenas à faire sauter

Les cadenas qui bloquent le changement sont structurels au système dominant. Leur force actuelle remonte aux années 1970, lorsque le système en crise (effondrement du système financier international installé immédiatement après la Seconde Guerre mondiale) a tenté de rétablir un nouvel ordre économique international (le NOEI), conforme, bien entendu, aux principes de la société capitaliste libérale à l'ère de la mondialisation des échanges, de la production et de la consommation, des "marchés porteurs ».

À l'époque, la crise a été transformée en opportunité dans l'intérêt des groupes sociaux dominants en remplaçant l'ancien ennemi dit « systémique » (l'URSS), par un nouvel ennemi, le terrorisme islamique. Celui-ci – a-t-on prêché - exigeait une sécurité mondiale commune accrue. Ainsi, la sécurité du monde occidental (le NOEI) a été vendue comme essentielle pour la sécurité du monde. Aujourd'hui, on essaye de justifier l'impératif du « reset mondial » en cours, sous la bannière des "nouvelles" transitions (environnementale, énergétique, économique, numérique...), en invoquant la nécessité de se défendre contre un double ennemi : la pandémie Covid-19, d'une part, et la croissance de la puissance " mondiale " de la Chine dans tous les domaines, qui menace la suprématie "occidentale" dans le monde, d'autre part.

Ce n'est donc pas un hasard si la série de cadenas à faire sauter commence par la prédominance des sentiments négatifs (peur, incertitude, xénophobie, racisme) imposés au monde par le "Nord" de l'Occident, et se termine par l'ampleur inacceptable des dépenses militaires.

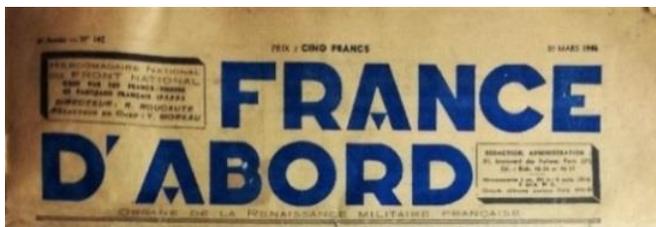
Tableau 1 – Vers une politique mondiale de santé publique – Les six cadenas à faire sauter

1. La prédominance des sentiments négatifs : peur, insécurité, sexisme, xénophobie, racisme, classisme	2. Les principes de domination et d'inégalité
3. La souveraineté nationale absolue sur les ressources naturelles et la " sécurité nationale "	4. La marchandisation et la financiarisation de la vie
5. La privatisation des biens publics essentiels	6. Les dépenses militaires et la guerre



1. Sentiments négatifs : peur, insécurité, sexisme, xénophobie, racisme, classisme

Le monde est sous l'emprise d'une vision de la vie dominée par des sentiments et des images négatifs, notamment la peur du présent et de l'avenir, l'instabilité et la précarité (emploi, revenus, conditions de vie notamment des enfants, des personnes âgées,



des femmes...). Il existe une tendance généralisée à rejeter l'autre, considéré plutôt comme un ennemi. Les gens sont incités à penser "nous d'abord", la rivalité

pour la survie est considérée comme normale, tandis que la solidarité est vue comme utopique, angélique, irréaliste. La violence est le système. Il n'y a que dans certaines communautés "locales" où l'on parle encore de "frères", de "sœurs", de "terre-mère".



2. Les principes de domination et d'inégalité

Malgré les législations adoptées et les institutions créées, nos sociétés restent façonnées par les principes de domination et d'inégalité. Les deux sont considérés comme "naturels", c'est-à-dire inévitables.

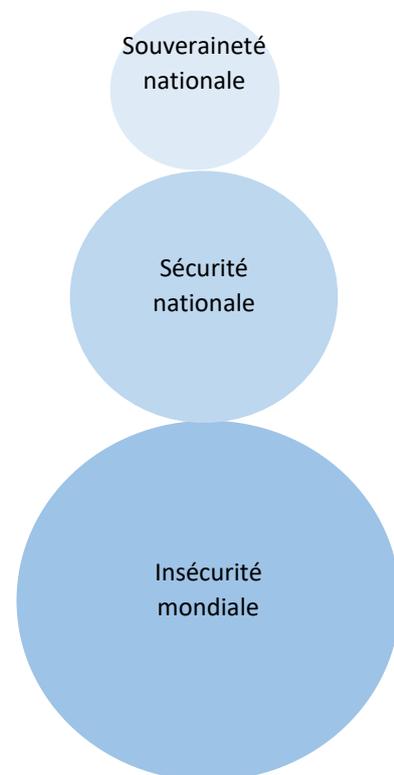


Le patriarcat, en particulier, la supériorité du mâle et du blanc, le droit de la force, la lutte pour l'hégémonie militaire, pour le pouvoir culturel et pour le pouvoir économique sont encore fortement encrés dans la tête des gens. C'est inadmissible que les inégalités dont les femmes sont victimes soient encore parties intégrantes de la vision de la vie en 2021..



3. Souveraineté sur les ressources naturelles du monde

La libération « nationale » des peuples de l'emprise coloniale occidentale et la « souveraineté du peuple » ont été deux grandes conquêtes historiques. Graduellement, cependant, la souveraineté nationale sur les ressources naturelles (et « humaines ») a été pervertie et transformée en la propriété privée (voir les brevets sur le vivant) entre les mains de quelques oligarchies mondiales en rivalité permanente entre elles. Ces dernières années, l'accaparement des terres et de l'eau à travers le monde et leur exploitation prédatrice *au nom de la sécurité nationale* des pays les plus puissants du « Nord », ont été légitimés comme un instrument au service de la sécurité économique du monde. De facto, la sécurité des puissants est devenue la principale source d'insécurité pour les peuples et pour la vie de la Terre.





4. La marchandisation et la financiarisation de la vie

Le 7 décembre 2000, la Bourse de Chicago a élargi à l'eau le marché des produits dérivés, dans ce cas les contrats à termes « futures ». L'eau est traitée comme l'or, le pétrole, le cuivre... Elle n'est même plus *seulement* une marchandise, mais elle est devenue un avoir financier. Le même sort a été réservé à la connaissance. Depuis 1990, suite à une décision de la Cour suprême des États-Unis, et pour la première fois dans l'histoire, nos sociétés ont admis la brevetabilité du vivant à but lucratif, octroyant au détenteur du brevet un droit de propriété et d'usage exclusif pendant 20 ans de la connaissance à la base du nouveau produit biologique. La finance qui domine actuellement à travers le monde, agit sur le devenir des sociétés humaines et sur la vie de la Terre en tant que facteur de modification et puis de destruction des valeurs de la vie, telles que la justice, l'égalité, la citoyenneté, la fraternité, la démocratie, la paix.



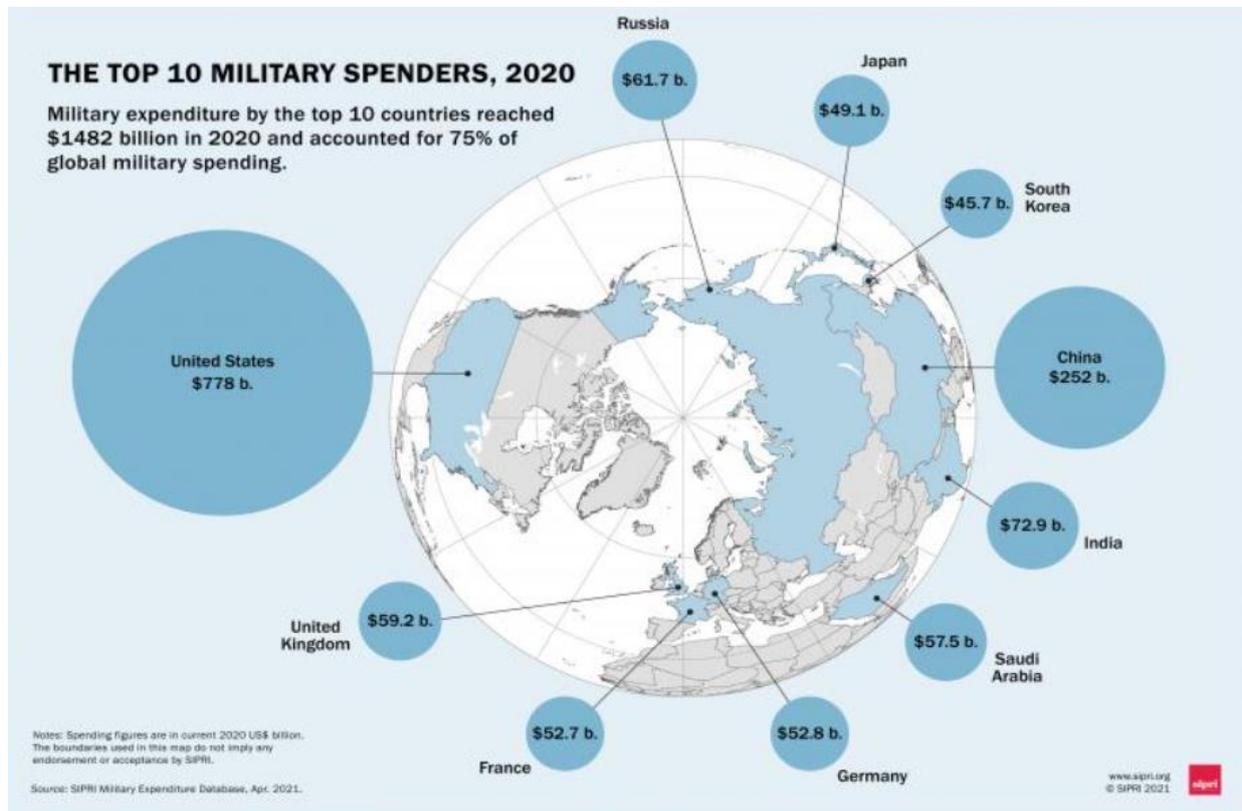
5. La privatisation des biens publics essentiels

Depuis des années, on parle de moins en moins de droits universels à la santé, au logement, à l'eau, à l'éducation, à la connaissance, à l'alimentation, mais principalement d'« accès équitable à prix abordable » à la santé, à l'eau, au logement, etc. C'est le résultat inévitable des processus de marchandisation, privatisation, libéralisation, dérégulation, monétisation, bancarisation et financiarisation de toute forme de vie qui ont transformé profondément nos sociétés. Les droits n'inspirent plus les stratégies sociétales. Ces processus ont dévitalisé et banalisé les conceptions de biens communs et marginalisé les biens publics (et services publics). Tout bien doit d'abord répondre aux impératifs de l'utilité, de l'efficacité et du rendement. Pourtant, la mobilisation des citoyens pour l'égalité dans les droits et la justice et les droits de la nature est de nouveau en effervescence. La pandémie de Covid-19 a contribué

à remettre dans l'agenda international politique, à l'échelle de l'ONU, la notion de bien public mondial appliquée aux vaccins, à la santé.



6. Les dépenses militaires et la guerre



Incroyable mais vrai. En 2020, loin de diminuer, les dépenses militaires des Etats-Unis ont augmenté et ce n'est pas certain qu'elles seront réduites en 2021. En particulier, les dépenses pour la « conquête de l'espace » sont en croissance.

Les Etats-Unis renforcent leur hégémonie. Avec 778 milliards de \$, ils dépensent trois fois plus que la Chine, 11 fois plus que l'Inde et 13 fois plus que la Russie, respectivement à la 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} place du classement. Or, l'industrie militaire n'est pas connue pour être une industrie soutenable du point de vue environnemental et...humain. La puissance militaire est un blasphème contre l'humanité. Il n'y a pas de politique mondiale publique de la santé tant que nos sociétés continuent de produire les armes.

2. Les dix engagements à prendre et à mettre en œuvre

1. Un nouveau pacte social mondial

On connaît les voies que les citoyens, directement et indirectement (à travers leurs représentants publics démocratiquement choisis), peuvent emprunter en vue de contribuer à l'élaboration d'un nouveau "pacte social mondial" dans le cadre duquel doit s'inscrire la politique publique de la santé mondiale.

Alors que les dominants parlent d'un "reset global" pour indiquer le renforcement de leur système, les citoyens, les habitants de la Terre, doivent agir en vue de quatre changements fondamentaux :

- Eradiquer les facteurs structurels d'appauvrissement
- Stopper les dévastations écologiques, en favorisant la biodiversité et la régénération des systèmes vivants de la planète
- Mettre hors-la-loi la finance prédatrice de la vie
- Faire la paix, bannir la guerre.

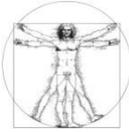
En tête de liste des actions prioritaires, figure la réalisation des droits humains universels et du droit à la vie de la nature. Cet impératif humain fondamental implique une responsabilité collective, publique, directe, partagée mais non transférable, à tous les niveaux. Il doit devenir la fonction première des institutions publiques démocratiquement élues.

Comme le montre le tableau 2, les propositions sont regroupées en quatre domaines d'action. Elles portent d'abord sur les droits humains universels et les droits de la nature pour terminer par la priorité donnée au gouvernement de et par les citoyens et les peuples. Au centre se trouvent la connaissance (recherche, éducation, pratiques collectives) et une autre économie/finance (les biens communs et les biens publics mondiaux).

Le pivot fondamental sur lequel se construit et évolue une société qui se veut juste, pacifique et durable est constitué par le lien, en principe indissociable, entre les droits universels et les biens communs et publics mondiaux.

Tableau 2 – Dix engagements pour une politique mondiale publique de la santé

LES DROITS UNIVERSELS DE ET A LA VIE <i>La politique publique de la santé est une politique de droits universels</i>	
1	Les droits universels à la vie doivent guider l'avenir de l'humanité
2	Renforcer le processus de reconnaissance des droits de la nature
LA CONNAISSANCE AUJOURD'HUI. LA CONSTRUCTION DE LA SOCIETE <i>La politique publique de la santé est une politique de la connaissance</i>	
3	Abolir les brevets privés et à but lucratif sur les organismes vivants et l'intelligence artificielle
4	Les activités de recherche et développement (R&D) pour le vivant doivent être publiques sous responsabilité, financement, contrôle et évaluation collectifs
5	Mettre en œuvre un "Pacte scientifique mondial" pour la vie et la sécurité de tous les habitants de la Terre
LA FINANCE POUR LA VIE. BIENS COMMUNS ET PUBLICS /SERVICES <i>La politique publique de la santé est une politique de biens publics</i>	
6	Les activités, infrastructures et services de santé sont des biens/services publics,
7	L'industrie pharmaceutique et le système "national" de santé doivent être publics, financés, gouvernés et sous la responsabilité de la communauté
8	Interdire les activités financières spéculatives et prédatrices
LA SANTE. GOUVERNEMENT DE ET PAR LES CITOYENS <i>La politique publique de santé est une politique de démocratie</i>	
9	Promouvoir la reconnaissance de l'Humanité comme sujet politique et institutionnel, acteur-clé de la régulation mondiale
10	Création d'un Conseil de sécurité citoyen pour les biens publics communs mondiaux

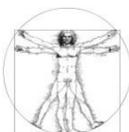


1. Les droits universels à la vie doivent guider l'avenir de l'humanité

Mentionner les droits humains universels comme premier champ d'action n'est pas superflu. Nos sociétés ont progressivement abandonné la culture des droits de l'homme pour la remplacer par une culture de l'accès équitable et abordable à l'eau, à la nourriture, à la santé, au logement, à l'éducation, au savoir... Il n'y a plus de droit, mais une obligation d'accéder/acheter sur les marchés à des prix abordables les biens et services irremplaçables et essentiels à la vie.

Sur cette base, il n'est pas possible de penser une politique de santé publique. Le problème n'est pas tant la reconnaissance des droits. Ceux-ci sont inscrits dans toutes les constitutions des pays démocratiques, ainsi que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le problème est leur mise en œuvre effective, qui n'est pas possible si les biens et services essentiels à la vie sont de propriété privée et soumis à la logique du marché et aux impératifs de rentabilité financière.

Pour cette raison, il est urgent et indispensable de libérer la santé de la logique du marché et de l'accès équitable à un prix abordable et de rétablir le principe selon lequel la santé est un droit universel et, en tant que tel, une obligation de l'État, non déléguable à des tiers, Sauf si la réalisation de l'obligation est partagée avec d'autres États afin de mieux assurer sa mise en œuvre dans l'intérêt de toutes les populations concernées.



2. Renforcer le processus de reconnaissance des droits de la nature

La reconnaissance, quant à elle, est la priorité concernant les droits de la nature, des autres espèces vivantes (plantes, animaux, gènes, système écologique...). La marchandisation de la nature et la consécration de sa monétisation et de sa bancarisation lors du troisième sommet mondial de la Terre de l'ONU en 2012 sont devenues un obstacle majeur à la poursuite de l'objectif d'un état écologique durable pour les autres espèces vivantes. Cela explique les grandes difficultés que la communauté internationale rencontre depuis des années sur la voie d'un accord général sur le climat et l'environnement. Nous sommes déjà à la 26e Conférence mondiale annuelle des

parties (COP) et les peuples de la Terre ont été systématiquement bafoués par la logique utilitaire et corporative des puissants "seigneurs de la Terre" privés et publics. Ils ont systématiquement montré qu'ils mettaient leurs propres intérêts en avant, avec arrogance, au détriment de la vie de tous les habitants de la Terre.

Un modeste pas en avant semblait avoir été franchi avec l'Accord de Paris (2015). Depuis lors, le changement s'est principalement opéré au niveau du langage : l'accent mis sur le "développement durable" a été "remplacé" par celui mis sur la "transition écologique équitable, durable et compétitive" et la "transition numérique inclusive".

Selon les dernières mises à jour publiées par l'Organisation mondiale de la santé (21 avril 2021), la moitié au moins de la population mondiale ne bénéficiera toujours pas d'une couverture complète des services de santé essentiels.

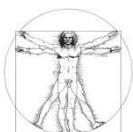
Aujourd'hui encore, deux milliards de personnes dépendent des écosystèmes des zones arides, dont 90 % vivent dans des régions à faible revenu. Le rythme de dégradation des terres arables s'accélère - il est aujourd'hui estimé à 35 fois le taux historique - ce qui a des répercussions sur la biodiversité, la disponibilité d'eau potable et la sécurité alimentaire, et expose les communautés vulnérables aux dures conséquences du changement climatique.

Le 21ème siècle doit devenir la grande opportunité pour la défense des droits de la nature à travers la promotion de la justiciabilité des droits de la nature (les droits des rivières et des lacs sont un cas paradigmatique).

La restauration des droits de l'homme et la promotion des droits de la nature (régénération et diversification) sont les éléments structurels-clés d'une politique de santé publique mondiale.

LA CONNAISSANCE AUJURD'HUI. LA CONSTRUCTION DE LA SOCIETE

3. Abolir les brevets privés à but lucratif sur le vivant et l'intelligence artificielle



Nous entrons ici dans le vif du sujet. La connaissance a été marchandisée et privatisée. La connaissance est devenue le "facteur"

central de la condition humaine et de son évolution (développement, crise, dégradation, changement...). Depuis plus de trente ans, on parle d'une société de la connaissance et d'une économie de la connaissance. Pour cette raison, la question de la propriété et du pouvoir d'utilisation de la connaissance est apparue comme le défi, la question la plus importante sur le plan stratégique au sein des sociétés dominantes "développées". D'où l'importance du rôle stratégique des brevets sur les organismes vivants et l'intelligence artificielle. Ce n'est pas pour rien que les détenteurs des 120 000 brevets les concernant sont les maîtres effectifs de la vie de la Terre et de ses habitants. Ce n'est pas seulement l'appétit de profits mais aussi la soif de pouvoir, qui expliquent qu'il y a eu et qu'il y a toujours une "guerre des brevets" pour la nouvelle conquête coloniale du monde basée sur le génie génétique et la numérisation. On comprend pourquoi les entreprises pharmaceutiques (Big Pharma) et les GAFAM défendent fermement leurs droits de propriété intellectuelle et n'acceptent aucune exception, pas même une suspension temporaire et limitée des règles de l'OMC en matière de brevets. Il est tout aussi clair que les nouveaux "seigneurs du monde" n'agissent pas du tout dans l'intérêt et en faveur des droits universels des êtres humains et de la nature.

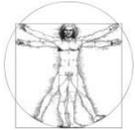
Les brevets sont des instruments juridiques d'accaparement privé exclusif et d'exploitation dévastatrice du vivant, comme cela a été amplement démontré au cours des trente dernières années.

Si l'objectif, que souhaitent des milliards d'êtres humains, est la prospérité/bien-être de base de la population mondiale, un monde capable d'abolir les inégalités de droits et les processus d'appauvrissement, et de mettre la guerre hors-la-loi, la seule solution raisonnable, juste et bonne aujourd'hui est d'abolir les brevets privés à but lucratif sur les organismes vivants (cellules, molécules, graines, plantes, animaux, gènes humains...) et l'intelligence artificielle.

La récente flambée du débat et des conflits concernant la suspension provisoire des brevets sur les vaccins anti-Covid-9 illustre le rôle diviseur et dévastateur de la propriété privée des êtres vivants au niveau mondial et local (voir figure 1). Il n'est plus possible de maintenir le droit privé des brevets. Les Etats doivent éliminer *hic et nunc* la légalité de l'appropriation privée et de l'utilisation exclusive des connaissances à des fins lucratives qui donne aux détenteurs de brevets le "droit" de renforcer les clivages entre les riches et les pauvres et entre ceux qui possèdent des connaissances et ceux qui n'en ont pas. La vie est universalité, communauté, partage, co-responsabilité.

La suspension provisoire est une solution de facilité : elle ne fait que repousser le moment d'une mesure indispensable : l'abolition. La connaissance est l'esprit de la vie. Maintenir sa privatisation est un crime.

4. Les activités de recherche et développement (R&D) pour la vie doivent être publiques



L'argument utilisé depuis des années par les nouveaux maîtres de la vie est que les brevets garantissent la sécurité et la qualité des connaissances produites par les entreprises. En outre, les revenus générés par les brevets leur permettraient non seulement de rémunérer le capital pour les risques pris, mais aussi de puiser dans les énormes ressources nécessaires pour financer la recherche et le développement et la commercialisation. Un canular, depuis des années.

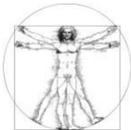
Tout le monde sait, surtout les entreprises et les pouvoirs publics, que le financement de la recherche fondamentale et même de la recherche appliquée précompétitive est principalement assuré par les pouvoirs publics. Le vaccin d'Astra Zeneca a été financé par les pouvoirs publics, notamment européens, et celui de Pfizer par les gouvernements américains et européens. Les coûts de production et de commercialisation sont également couverts avant même que les vaccins ne soient mis sur le marché par les pouvoirs publics grâce, surtout, aux engagements anticipés d'achats publics pour de milliards de doses, grâce auxquels les entreprises pharmaceutiques se rendent sur le marché sans aucun risque, mais déjà avec d'énormes bénéfices en poche, qui sont rapidement convertis en dividendes pour les actionnaires. Enfin, il est amplement documenté que les entreprises pharmaceutiques dépensent beaucoup d'argent pour la publicité de leurs produits et le lobbying, même trois fois plus que ce qu'elles dépensent en recherche et développement.

Sans parler des réductions et concessions fiscales qu'elles obtiennent au nom de la compétitivité "nationale"(!), du financement public de programmes d'innovation dont les grandes entreprises sont les principales bénéficiaires, du soutien aux start-up, qui sont ensuite rachetées à bas prix par les grandes entreprises, etc.

Tout cela sans aucun "retour" financier pour les caisses de l'Etat et les poches des citoyens contribuables ! Au final, ce sont les citoyens (ou les systèmes d'assistance publique et de sécurité sociale) qui doivent payer pour avoir un "accès équitable et abordable" aux vaccins et autres outils thérapeutiques.

À la lumière de ce qui précède, toutes les activités de recherche et de développement d'importance fondamentale pour la vie doivent être ramenées dans le domaine public. Y compris le système universitaire et les laboratoires de recherche en dehors et dans les hôpitaux universitaires, elles doivent être soumises à un contrôle et à une évaluation publics transparents.

5. Mettre en œuvre un "Pacte scientifique mondial" pour la vie et la sécurité de tous les habitants de la Terre

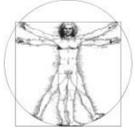


Ce qui est proposé ici est essentiellement une réorganisation structurelle du système de connaissance par une revisitation de son rôle dans la vie. Tel est l'objectif de la proposition concernant la conception et la mise en œuvre d'un "Pacte mondial de la science pour la vie et la sécurité de tous les habitants de la Terre".

Laisser la connaissance asservie à l'objectif de la sécurité "nationale" des Etats les plus forts et à l'objectif de la sécurité des intérêts et du pouvoir des nouveaux "seigneurs du monde" est un grave danger qu'il faut éviter. Plus ces deux formes de sécurité prévalent, plus grande et plus dévastatrice est et sera l'insécurité de la vie dans le monde.

L'avidité de conserver les énormes opportunités de profits financiers que les brevets apportent aux entreprises pharmaceutiques est si grande qu'aucune des grandes entreprises pharmaceutiques mondiales n'a répondu positivement à l'invitation de l'OMS en mars 2020 de participer à la mise en commun, sous la supervision de l'ONU, des connaissances scientifiques qui sous-tendent le développement des thérapies médicales. Nous réitérons cette proposition. Elle conduirait à la création d'une Maison mondiale de la santé (MMS) qui pourrait devenir l'espace ouvert et sans frontières pour la promotion mondiale de programmes et d'initiatives communes et solidaires.

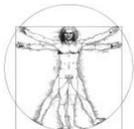
6. Les activités, les infrastructures et les services de santé sont des biens/services publics.



Le démantèlement de l'État-providence depuis les années 1970 a conduit dans tous les domaines à la transformation de biens et de services essentiels et irremplaçables pour la vie, tels que l'eau, les semences, la santé, le logement, l'air et la connaissance... en biens économiques privés marchands. La crise croissante de la pénurie d'eau dans le monde et la tragédie de la privatisation des soins de santé ont ramené les biens communs et les biens publics dans le débat politique mondial. Il n'y a pas de politique de santé, ni au niveau local/national ni au niveau continental/mondial, sans biens communs publics. "Big Pharma" doit être remplacé par "Public Pharma". S'il est vrai que personne n'est en sécurité si nous ne le sommes pas tous, les thérapies anti-Covid doivent être publiques. La connaissance (et ses produits, les vaccins dans notre cas) doit être considérée par la loi comme le bien public commun de l'humanité.

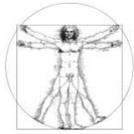
En 1990, la communauté internationale a décidé, en vue du premier sommet de la Terre, de déclarer - et ce fut une grosse erreur - que l'eau n'était plus essentiellement un bien commun, un bien social, mais un bien économique, objet de rivalité, qui pouvait être approprié de manière privée. Eh bien, en 2021, la communauté internationale doit déclarer que les vaccins, qui sont l'instrument du droit universel à la santé, doivent être reconnus comme un bien public mondial qui n'est pas soumis à la rivalité, qui ne peut pas être approprié et qui n'est pas susceptible de générer des profits.

7. L'industrie pharmaceutique et le système "national" de santé doivent être publics



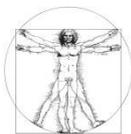
A cette fin, il est indispensable de restructurer et de réorienter le système financier dans le sens d'une finance au service d'une politique de santé publique. Cela signifie a) b-la conversion de l'industrie pharmaceutique privée en une industrie publique au niveau local, national, régional et mondial ; et

- b) l'intégration de toutes les activités essentielles du service de santé local et national dans un système d'entreprises coopératives publiques à vocation sociale.



8. Mettre hors la loi les activités financières spéculatives et prédatrices

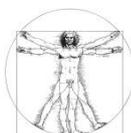
Il est temps d'abandonner la culture financière qui domine aujourd'hui. L'Europe de la "nouvelle génération", si fière de sa stratégie en faveur d'une "transition verte et numérique", devrait faire preuve d'encore plus d'enthousiasme et de conviction pour une "transition financière". Mais celle-ci est totalement absente de l'agenda européen. L'objectif de la "transition financière" est de mettre hors-la-loi la culture financière dominante et ses pratiques spéculatives et prédatrices (c'est-à-dire les paradis fiscaux, les produits dérivés, le secret bancaire, le mélange des activités d'épargne, de crédit et d'assurance, les transactions spéculatives à très grande vitesse, les banques, la dette des pays du "tiers monde").



9. La reconnaissance de l'Humanité comme sujet politique et institutionnel, acteur clé de la régulation mondiale

Comment parler de "globalisation", de "justice mondiale", si la réalité montre que les sujets politiques et institutionnels, dotés de pouvoirs de gouvernement comparables à ceux des Etats ou des organisations "supranationales" (l'UE l'est partiellement, mais pas l'ONU), sont une rareté ?

L'institutionnalisation de pouvoirs politiques mondiaux de nature diverse, fondés sur la souveraineté partagée, généralisée et participative des citoyens, ne peut être indéfiniment repoussée. Croire que les formes intergouvernementales multilatérales dans un contexte de domination des puissants "seigneurs privés de la vie" est une solution est une illusion. A ce rythme, d'ici 30 à 50 ans, les Etats risquent de n'être plus que des notaires. Que sera l'ONU en 2045 ?



10. Création du Conseil de Sécurité Citoyen pour les Biens Publics Communs Mondiaux

Des droits universels de l'homme et de la nature à la sécurité de la vie pour tous les habitants de la Terre. Le chemin doit être soutenu et durable. Par conséquent, le système de pouvoir de décision et de contrôle doit être efficace, étendu, participatif. Les formes de participation sont nombreuses et variées. Il n'y a pas de limite à l'innovation. Un point, cependant, est ferme. Il n'y a pas de sécurité commune et collective sans la sauvegarde des biens publics mondiaux essentiels à la vie. La mission du Conseil des citoyens pour la sécurité des biens publics mondiaux communs est triple : alerter/anticiper ; proposer des initiatives législatives et de nouvelles régulations ; contrôler et sanctionner.

Conclusion

L'objectif de l'initiative Action 2021 est de contribuer à la sensibilisation et à la mobilisation des citoyens en faveur d'une politique de santé globale en 2021, année marquée par la lutte contre la pandémie de Covid et par de grands événements internationaux tels que la COP26 (co-présidée par le Royaume-Uni et l'Italie), le G20 et, au niveau européen, l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) "*No Profit on Pandemic*", la plus importante mobilisation populaire en Europe et dans le monde en faveur du droit à la santé et de la reconnaissance de la santé en tant que bien commun public. L'ICE est un instrument de participation des citoyens au processus d'élaboration de décision de l'UE introduit il y a dix ans. Elle va au-delà de l'instrument de la pétition. Si l'initiative recueille plus d'un million de signatures légalement certifiées, la Commission européenne a l'obligation de formuler une proposition en réaction à celle des citoyens.

Au cœur de Move Up 2021 se trouve le "Mémorandum des citoyens. Vers une politique mondiale commune en matière de santé publique".

Le mémorandum sera présenté et discuté lors de la vidéoconférence internationale organisée par Transform.eu le 18 mai, trois jours avant le Sommet mondial de la santé G20 à Rome. Des députés européens (D, F, B, PL) et des personnalités du Brésil, d'Argentine, du Chili, de Belgique, de France, d'Italie, du Sénégal, du Rwanda et d'Inde participeront à la conférence. Le Mémorandum sera largement diffusé au sein de la société civile et dans les médias sociaux. Il sera également envoyé au président du gouvernement italien et au président de la Commission européenne en tant que co-sponsors officiels du Sommet mondial de la santé du G20.

L'initiative Move Up 2021 s'articulera autour de deux moments-clés :

- Le jour de la dénonciation : le 18 mai. En plus du webinaire international sur la présentation du Mémorandum, deux réseaux d'organisations (dont les syndicats de travailleurs) organiseront à Liège et à Bruxelles des ascensions en cordées en solidarité avec les luttes pour le droit à la santé pour tous. A Liège, on montera vers le haut de la colline en partant de l'Hôtel de Ville. A Bruxelles, on visera le Palais de Justice à partir du quartier populaire des Marolles. Le 18 mai sera une journée de dénonciation et de protestations contre les principaux responsables de la pandémie qui sont les grands pouvoirs économiques mondiaux et leurs alliés, les Etats.

- Le jour de l'engagement : le 29 octobre (quelques jours avant le Sommet du G20 et la COP26). La Coordination des Artistes de l'Agora des Habitants de la Terre présentera pendant la journée un "festival" d'actes artistiques (musicaux, scéniques, picturaux, graphiques...) de plus de 50 artistes du monde entier sur le thème « **Quo vadis G20, COP26? La santé et non pas le profit, les droits pour tous et non pas l'apartheid mondial.**